SALON INTERNATIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE.
2ème Edition
du 31 JAN 02 FÉV 2024
Au Musée National Yaoundé.
Infolines: (+237) 650 16 69 10. | Siveb-cmr.com
siveb

Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

LA VOIX DES ENTREPRISES

Nº 015 du Mercredi 23 Août 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

2022 BOND ISSUE

Cameroon issues 24,000 securities on sales

PAGE 5

GUINNESS GHANA

Une Camerounaise nommée Directrice générale

PAGE 3

CONTRÔLE ET RECOUVREMENT FISCAL

Les bons points de la DGI au 1er semestre 2023

Ce sont plus de 1 500 milliards de FCFA qui ont été collectés par la Direction générale des impôts (DGI), au cours de la période allant de janvier à fin juin 2023. L'information a été relayée lors de la réunion de coordination des services centraux, tenue le 7 août 2023 sous la présidence du Directeur général, Roger Athanase Meyong Abath.

Page 2

SME'S BANK

CEO Loses accreditation over mismanagement Claims

PAGE 5

FINANCEMENTS

200 milliards FCFA pour soutenir l'économie

PAGE 2

CONTRÔLE ET RECOUVREMENT FISCAL

Ce sont plus de 1 500 milliards de FCFA qui ont été collectés par la Direction générale des impôts (DGI) au cours de la période allant de janvier à fin juin 2023. L'information a été relayée lors de la réunion de coordination des services centraux, tenue le 7 août 2023, sous la présidence du Directeur général, Roger Athanase Meyong Abath.

Les bons points de la DGI au 1er semestre 2023

Sur un objectif de 1504,7 milliards de FCFA que s'était fixée la Direction générale des impôts (DGI) pour le premier semestre de l'exercice 2023, l'institution fiscale a pu mobiliser 1 552,3 milliards de FCFA, soit un excédent de 47,6 milliards de FCFA en valeur absolue et un taux de réalisation de 103,2 %. Comparativement au 1er semestre de l'exercice précédent (2022), dont le rendement était de 1 342,1 milliards de FCFA, ces recettes connaissent une hausse de 210,3 milliards de FCFA en valeur absolue et de 15,7 % en valeur relative.

Subdivisées en deux catégories à savoir : les recettes globales non-pétrolières qui comprennent, les Impôts sur les sociétés (IS) pétrolières et les recettes affectées aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD) et à certaines entités publiques (EP), la DGI a recouvert au mois de juin 2023, 206,5 milliards de FCFA de recettes fiscales non-pétrolières, issues de divers services de production de l'administration fiscale. Soit un taux de réalisation de 102,2 % et un excédent de recettes de 4,5 milliards de FCFA, car la DGI s'était fixée pour objectif de recouvrir au mois de juin, 202,0 milliards de FCFA.

Comparativement au même mois en 2022, les recettes collectées se chiffraient à 182,3 milliards de FCFA. Au regard de ce qui précède, les recettes du mois de juin 2023 sont en hausse de 24,2 milliards de FCFA en valeur absolue et de 13,3 % en valeur relative.

En outre, les recettes fiscales non-pétrolières de la période allant de janvier à juin 2023 (1er semestre), mobilisées par la DGI sont de 1 303,7 milliards de FCFA. Alors que l'institution s'était fixée pour objectif de mobiliser au cours de cet intervalle 1 275,8 milliards de FCFA, elle est allée au-delà de +27,9 milliards de FCFA, pour un taux de réalisation de 102,2 %. Comparés aux 1 151,3 milliards de FCFA mobilisés au cours de la même période en 2022, les recettes fiscales non-pétrolières ont augmenté de 152,4 milliards de FCFA, soit 13,2 % en valeur relative.

Quant aux recettes issues de l'impôt sur les Sociétés pétrolières, 102,0 milliards de FCFA ont été recouverts au cours du 1er semestre 2023 sur un objectif de 82,5 milliards de FCFA qui avait été estimé par la DGI. Soit un excédent de 19,5 milliards de FCFA pour un taux de réalisation de 123,6 %. Comparativement à la même période en 2022, les recettes collectées étaient de 66,9 milliards de FCFA. Pour ce qui est des recettes issues des Impôts sur les sociétés (IS) pétrolières, elles connaissent une augmentation de 35,1 milliards de FCFA, soit 52,4 % du taux de réalisation.

Roger Athanase Meyong Abath, DG des impôts.

Au terme de la réunion de coordination des services centraux et déconcentrés de la DGI, axée sur les activités du contrôle fiscal et du recouvrement, il a été donné de constater que les actions menées au cours des six derniers mois par la Direction générale des impôts sont satisfaisantes. Mais, il n'en demeure pas moins que des options ont été proposées dans le but d'améliorer davantage le rendement. C'est à cela que, Roger Athanase Meyong Abath, Directeur général des impôts a prescrit, « la mutualisation des bonnes pratiques et le travail en équipe ».

Raphael Mforlem

FINANCEMENTS

La convention de garantie de portefeuille entre le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, représentant de l'État du Cameroun et les établissements de crédits et de microfinances, a été actée le 16 août 2023 à Yaoundé.

200 milliards FCFA pour soutenir l'économie

Procéder à la relance de l'économie camerounais, accentuer la résilience et encourager la production, c'est entre autres objectifs, des accords-cadres et conventions ratifiés le 16 août dernier entre l'Etat du Cameroun représenté par le ministre des Finances Louis Paul Motaze, en compagnie du Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Paul Tasong. Et les acteurs du secteur de la finance, dont le Vice-président de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (Apeccam), du Secrétaire général de l'Association nationale des établissements de microfinances du Cameroun (Anemcam), en présence de l'ensemble des responsables des banques et établissements de microfinances.

En effet, cette série d'accords régie par l'article 79 de la loi de finances 2023 qui fixe les contours d'octroi de garantie et autres dispositions. C'est dans cette optique que l'Etat concentre pour ce qui est de ces accords, 140 milliards de FCFA pour le secteur privé et 60 milliards de FCFA pour le secteur public avec des plafonds de couverture de 30 % pour les grandes entreprises et 70 % pour les PME. Ces plafonds pourront être relevés par l'Etat en fonction du climat socio-économique à 60 % pour les grandes entreprises et 80 % pour les PME opérant dans les zones économiquement sinistrées, ce malgré la persistance de nombreuses défaillances souvent observées dans le marché du crédit.

Rencontre entre le Minfi et les responsables des établissements de crédit et microfinances.

Une initiative accueillie positivement par les représentants de l'Apeccam et de l'Anemcan. Ils ont par ailleurs souligné la rigueur qui sera de mise dans le choix des entreprises bénéficiaires, ceci dans le but de rattraper l'échec observé lors de la même initiative au cours de l'exercice 2021-2022. Alors que les PME constituent 95 % du tissu économique du Cameroun, le ministre des Finances, Louis Paul Motaze a rappelé aux acteurs que le gouvernement continuera à mettre toutes les réformes nécessaires à une relance plus forte, non sans les inviter à jouer pleinement leur rôle.

Il est nécessaire de rappeler que, la nouvelle stratégie de crédit garantie mise en œuvre par le gouvernement, cible non seulement les secteurs d'activités prioritaires de la SND30, mais sont également concernés, les secteurs visant à accroître la production locale des principaux produits d'importation ce qui devrait permettre de renforcer les capacités d'exportation, renforcer la facilité de garantie de l'Etat excluant toutes les opérations de refinancement, de restructuration, de remboursement ou de rachat d'un prêt existant. En clair, les prêts garantis par l'Etat mettent en lumière les efforts mis en œuvre pour garantir un tissu économique fiable. Les banques à l'instar d'Afriland First Bank et Société Générale Cameroun sans omettre la microfinance Acep Cameroun seront les vitrines facilitatrices pour l'obtention des dits prêts, soit 85 % du montant pour le secteur bancaire et 15 % pour le secteur de la Microfinance.

Raphael Mforlem

GUINNESS GHANA

Après avoir passé trois ans à la tête de la filiale Guinness Cameroun, Félicité Ngangue Nson, dépose ses valises dans la capitale ghanéenne où elle va se charger de la croissance et du développement de Ghana Breweries.

Une Camerounaise nommée Directrice générale

C'est une annonce du groupe britannique Diageo, qui révèle la nomination de Félicité Ngangue Nson au poste de Directrice générale de Guinness Ghana Breweries Limited. Placée sous le leadership d'Andrew Ross, actuel Directeur général AEM, cette nomination prend effet dès le 14 septembre 2023. En effet, Félicité Ngangue Nson est la première femme à occuper ce poste dans l'histoire du groupe. Pour y parvenir, elle a acquis de l'expérience auprès des grandes multinationales de la publicité, de la téléphonie mobile et de l'agroalimentaire telles que McCann Erickson, MTN et Coca Cola.

Sa grande expérience dans les domaines commerciaux et du marketing, acquise à travers des postes de direction sur des marchés uniques et des régions multi-marchés en Afrique, a renforcé sa capacité à apporter une perspective globale et novatrice à son rôle actuel. Félicité Nson aura pour mission de diriger la croissance et le développement de Guinness Ghana Breweries Limited. Une tâche qu'elle mènera en même temps que le pilotage du programme de développement durable de l'entreprise.

La nouvelle promue accède ainsi à la tête d'une filiale du groupe qu'elle connaît déjà bien. Elle y a mené divers programmes innovants qui ont maintenu la position de leader de la multinationale dans nombre de pays. En 2017 par exemple, elle a occupé le poste de directeur commercial pour l'activité de Diageo en Ethiopie. Sous son magistère, plusieurs initiatives de transformation commerciale ont été mises en œuvre, notamment la conception du premier Centre de formation des vendeurs TBA du groupe dans ce pays, le déploiement de l'autonomisation des ventes des distributeurs (DMS) et la mise en œuvre des initiatives Diageo Way of World Class Selling, ainsi que l'agenda NRM.

Félicité Ngangue Nson, nouvelle DG de la filiale Guinness Ghana.

Au Cameroun en tant que responsable des organisations marketing et commerciales, Félicité Nson, a émerveillé le top management. Au-delà de l'élaboration d'importantes stratégies de marques transformatrices de certains produits tels que Guinness, Malta et Smirnoff, c'est sous son mandat à la tête de Guinness Cameroun entre 2019 et 2022, que la cession des parts de Guinness Cameroun à Boissons du Cameroun a eu lieu. Ses efforts ont également permis de maintenir la position de leader de Guinness sur le marché pendant 08 années consécutives, tout en façonnant l'agenda ESG de Diageo sur des initiatives telles que Malta Guinness Walk for Goodness, qui encourage des actions positives dans la société.

En 20 années d'expérience dans l'industrie brassicole, elle a occupé divers postes chez Guinness Cameroun, dont celui de Directrice marketing et de Directrice des ventes. Félicité Nson est diplômé de l'Université de Yaoundé II au Cameroun. Elle est également titulaire d'un MBA de l'Essec Business School en France, d'un diplôme en marketing international de l'Université de Hartford. Elle a également enrichi ses compétences grâce à des formations à l'Institut européen d'administration des affaires (Insead).

Jean Omer Eyango

COMMÉMORATION

C'est dans la capitale économique que l'agence de voyage "First national of express safety" (Finexs) qui dessert essentiellement les villes de Douala et Yaoundé a célébré le 12 août dernier, le 20e anniversaire de son existence.

Finex voyage célèbre 20 ans d'existence

L'histoire retient que c'est en mai 2003 à Douala que la First national of express safety (Finexs), agence de transport interurbain de feu Félix Etoundi, de regretté mémoire, décédé le 19 mars 2021 a vu le jour. Dotée d'un nombre impressionnant de véhicules, l'agence Finexs fait naviguer entre la capitale politique et économique que sont Yaoundé et Douala, un peu plus de 1 000 passagers au quotidien et ce, sept jours sur sept.

En effet, l'événement qui a connu son apothéose le 12 août 2023 à Douala, s'est déroulé durant plus de 60 jours. Entre match de football avec des partenaires, actions caritatives au bénéfice des structures sanitaires, jeux tombola pour les clients fidèles de l'agence entre autres. C'est à 15 heures le 12 août dernier qu'a débuté la prestigieuse cérémonie des festivités marquantes la clôture de la célébration des 20 ans de la First national of express safety (Finexs).

Et c'est l'Hôtel Doyen, situé à Akwa en plein cœur de la ville de Douala qui a été choisi pour la circonstance. Y ont pris part, les autorités de la ville de Douala à l'instar de Simplice Kenne, représentant personnel du gouverneur du Littoral Dieudonné Ivaha Diboua, et sa suite, Roger Mbassa Ndime, maire de la ville, les hommes d'affaires et des invités de marque.

Béatrice Etoundi, Administratrice directrice générale (ADG) de Finexs voyage, épouse du défunt fondateur Félix Edmond Etoundi, a tenu à ce que les 300 invités présents à cette cérémonie puissent observer une minute de silence en la mémoire de son époux. Par la suite, Béatrice Etoundi a salué l'endurance et le dynamisme de ses collaborateurs qui travaillent au quotidien pour maintenir cette entreprise au top. Aussi, la ADG, a tenu à remercier ses partenaires et les clients pour leur accompagnement, et pour leur confiance sans cesse renouvelée.

Non sans rester indifférent à la gratitude exprimée de l'ADG de Finexs, Simplice Kenne, représentant du gouverneur, a adressé ses félicitations à Béatrice Etoundi pour l'endurance et la détermination dont elle fait preuve. « Ce n'est pas n'importe quelle société qui résiste durant 20 ans » a-t-il déclaré. Tout en encourageant le personnel, Simplice Kenne leur a demandé de toujours se battre pour l'entreprise, afin de perpétuer le travail abattu par le défunt fondateur, dont un reportage lui rendant hommage a été diffusé au cours de la soirée.

Prix tombola du 20e anniversaire de Finexs.

La cérémonie a également été marquée par la prestation artistique de deux icônes de la musique camerounaise à savoir, Talla André Marie et Racine Sagath, qui ont servi aux convives, de quoi se délecter.

Pour la suite, les employés de Finexs Douala et Yaoundé se sont vu offrir des récompenses. La même attention a été portée à l'endroit des différents partenaires et fidèles clients de l'entreprise. Pour couronner les articulations, juste avant la coupure du gâteau d'anniversaire confectionné en forme d'un Bus brandé Finexs voyage, une berline de marque Renault a été remise au vainqueur de la tombola lancée un mois plus tôt.

Raphael Mforlem

RATING AGENCY

The world's leading credit rating agency, Standard and Poor's (S&P) has downgraded Cameroon's currency rating, a steeper downgrade than that by Moody's rating agency two weeks earlier.

Cameroon slammed low grade

S&P downgraded Cameroon's long- and short-term foreign currency sovereign rating by six notches on 8 August, from B-/B (highly speculative) to the SD/SD (partial default) category.

Standard and Poor Global Ratings, Moody's, Fitch are all well-known names when we talk about foreign rating agencies that have become the tailors of the sovereign credit rating in Africa despite the curiosity of the assessments in sawtooth here and there often observed.

This follows a ranking by Moody's ten days ago in which it downgraded Cameroon's ratings from B2 (very speculative) to Caa1 (High risk).

All rating agencies evoke common reasons for the low grades, including ; the late payments of debts to "Deutsche Bank Espagne" between January and November 2022, and other non commercial creditors.

If the same agency decided to raise Cameroon's rating, moving it from SD / SD selective default to CCC + / C first level of the extremely speculative category on August 10, 2023, that is to say two days after having lowered it, there is still a curiosity to observe if we refer to the case of Ghana in December 2022, whose rating had been lowered by S & P only after announcing that it was in default with its international and local creditors.t

While the country has made efforts to honor debt service despite multiple shocks, including Covid-19, the war in Ukraine, tight financing conditions, high inflation, volatile oil prices and security threats ; the regular degradation of Cameroon's rating has the immediate consequence of making it more difficult to access international capital markets and more tough refinancing conditions, which reignites the debate on the relevance of the international ratings approach in Africa.

Even if the report of the United Nations Development Program (Undp) of May 2023 emphasizes that the approaches of S & P Global Ratings, Moody's and Fitch to give a rating to the quality of African issuers are not always appropriate, Cameroon although facing constraints, such a broad degradation of its issuer profile is not exempt from criticism.

Sorelle Ninguem

LIQUIDITY RECOVERY

On August 17, 2023, the Bank of Central African States (Beac) carried out two weekly and monthly liquidity recovery operations worth 150 and 50 billion FCFA with commercial banks, main investors in the financial market. This comes after having suspended the weekly liquidity injection operation on February 21, 2023.

Beac embarks on inflation regulation

These recovery operations are remunerated at 0.85 % over 7 days and at 1 % over a month. Since February 21, 2023, commercial banks have no longer had the opportunity to refinance with the monetary issuance institute following the suspension of the weekly liquidity injection operation the tightening of monetary policy which makes market conditions extremely rigid. This measure aims to counter the inflationary surges in the Cemac zone, translates into a 4-fold and increase the main key interest rates since December 2021. All these factors make liquidity expensive for banks and justify the high costs applied to sovereign lenders. Cameroon has also been paying for it since the beginning of the year on the public securities market where the country is struggling to mobilize the financing it needs at lower costs. The Treasury Securities Specialists (SVT) seem less and less attracted by the quality of the borrower, which has never been in default on this market since 2011, but are more interested in the level of remuneration it offers.

By limiting itself to offering investors average interest rates of 4.7 % on its Assimilable Treasury Bills (Btas) and 5.8 % on its assimilable Treasury Bonds (OTAs), in the month of June 2023. The Cameroonian Public Treasury remains the country with the cheapest debt on the Beac public securities market. Cameroon has, for example, charged half the interest rates offered to investors by Chad and the CAR on OTAs. While these two countries have enticed investors with respective interest rates of 11.6 % and 11.4 % on long-maturity securities, Cameroon, on its part, offered only 5.8 % to investors, according to data from the Central Bank in its monthly Bulletin of Treasury securities market statistics of June 2023.

SN

SME'S BANK

Agnès Ndoumbè Mandeng, Chief Executive Officer of the Cameroonian Small and Medium size Enterprises Bank (BC-SME) has been harshly sanctioned by the Central African Banking Commission (COBAC). The Subregional Institution has withdrawn its accreditation from the Director General of BC-PME taking away her authority to run this banking institution.

CEO Loses accreditation over mismanagement Claims

Cobac reproaches the CEO of governance errors and serious breaches of the texts relating to the fight against money laundering and the financing of terrorism.

Contacted by our colleagues from the Eco-Matin newspaper, the Bank did not wish to react but an internal source indicates « that their Managing Director is accused of governance faults and serious breaches of the texts relating to the fight against money laundering and terrorist financing ».

Other source close to the regulatory authority, the management of Agnès Ndoumbè Mandeng has led BC-PME in the list of systemic risk banks. Which can ignite the Cameroonian banking system and the Cemac zone. « Her appointment was a casting error. She never managed to get this bank started, » our source tells us. Indeed, the bank shows a negative result of 2.010 billion FCFA in 2022 against -2.218 billion a year ago, a decline of 9.3 %. In other words, the deficit of this publicly funded bank continues to widen due to managerial errors. « Loans are granted any way, prudential ratios are not respected ; fanciful recruitments with mismatches between the profiles sought and the positions within the bank, » adds our source who reassures us moreover that the CEO has been notified of her withdrawal of accreditation at the end of a contradictory process. « She has had several interviews at Cobac which she knows well given that she herself has been a commissioner of this institution ».

Agnès Ndoumbè Mandeng, CEO BC-SME.

The BC-SME is almost « bankrupt » with barely 7 years of operation on the counter. As part of the economic program with the International Monetary Fund (IMF) for the period 2017-2020, the Cameroonian state has made the commitment to restructure this banking institution. On August 31, 2015, COBAC had noted the violation of the standard relating to the representation of the minimum capital. That is to say that BC-PME did not have own funds that it must be able to justify at any time.

Three years later, on August 30, 2018, Cobac opened a disciplinary procedure against the Cameroonian SME Bank and its managers, including the CEO, Agnès Ndoumbé Mandeng, for non-compliance with the terms of an injunction dated October 16, 2017. For the IMF, the economic model of this SME bank has so far remained very elusive.

The BC-SME is thus left without a DG, but his deputy, on the other hand, remains in office, spared by the sanctions. At the Ministry of Finance of Cameroon, the positioning battle for the position of Director General is raging.

Sorelle Ninguem

2022 BOND ISSUE

According to the official listing bulletin of August 11, 2023, the trading session closed with non-concluded investment offers on the bond compartment. In particular, 23,628 securities of the Cameroon bond, called "Ecmr 6.25% NET 2022-2029", have been placed for sale on the secondary market.

Cameroon issues 24,000 securities on sales

In need of cash, the holders of these bonds have set the price of a security at 96%, i.e. 9,600 FCFA, the initial value being 10,000 FCFA. As a result, we note a discount of 400 FCFA per unit and once the securities have been purchased, the new buyers, in addition to the interest paid annually, will receive a small capital gain on the repayment of the principal of the loan.

Indeed, it is difficult to project the success of this operation due to the illiquidity of securities faced by the common financial market of the six Central African countries (Cameroon, Congo, Gabon, CAR, Chad, Equatorial Guinea). A security is said to be illiquid when market conditions do not allow it to be bought and sold quickly.

To reverse the trend, the Managing Director of the Bvmac validated on January 28, 2022, a notice obliging issuers of securities to sign a liquidity contract with their stock exchange company. Specifically, issuers requesting admission of their securities to the coast must make available to a stock exchange company with which they have signed said contracts, a financial envelope and securities using as a basis, the volume of the loan subscribed by the natural persons investing. This contract should be accompanied by a rate of 2 % (for the cash amount raised) and 0.5 % (for the issued securities) made available to the company so that it ensures the animation of the security.

Headquarters of the Bvmac.

Therefore, the financial intermediary is required to intervene on the Bvmac platform by « offering for sale or purchase and / or both, the security concerned as soon as it notes that over a period of one week from Monday to Friday, there has been no exchange under the normal activity of the stock market on this security for which it provides the animation contractually » can be read on the notice N°002/2022.

To date, several offers remain in notebooks in the books of the stock companies, in particular 787,391 bonds of the loan ''Bdeac 5.45% NET 2020-2027" at a unit price of 99.99 and a running coupon of 340.44 FCFA ; 34,981 bonds of the loan "Bdeac 5.6 % NET 2021-2028" at a unit price of 100 % and a running coupon of 385.1 FCFA ; 2 bonds of the loan "Bdeac 6 % NET 2022-2029'', at a unit price of 100 % and a running coupon of 376.44 FCFA.

SN

POLITIQUES PUBLIQUES

PROGRAMME 2024-2026

Les priorités ont été présentées lors de l'ouverture des Conférences élargies de Programmation budgétaire et de Performance associée (Cepb-PA), coprésidée par les ministres délégués auprès du Minepat, et du Minfi, le 16 août dernier.

357 projets pour 5 495 milliards de FCFA

Mieux planifier, mieux prioriser et mieux programmer. C'est le triptyque autour duquel se sont articulées les Conférences Élargies de Programmation budgétaire et de la Performance associée, (Cepb-PA), dont les travaux se sont tenus du 16 au 22 août 2023. L'objectif principal de ces assises visait à affiner la programmation budgétaire des administrations publiques pour le triennal 2024-2026 et la performance susceptible d'en découler.

Il s'est agi concrètement d'examiner les cadres de dépenses à moyen-terme desdits administrations, à la lumière des orientations stratégiques du Chef du gouvernement, ainsi que des recommandations issues du débat d'orientation budgétaire organisé en juillet 2023 au Parlement. Ces rencontres ont ainsi donné l'opportunité de veiller à la cohérence de la programmation sur le triennal 2024-2026, et de faire un focus sur la préparation détaillée du budget de l'année 2024.

Les travaux menés par le Ministre délégué auprès du ministre l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Paul Tasong, au nom du Minepat, ont permis de dévoiler les priorités d'investissement du triennal 2024-2026 du gouvernement, malgré le contexte économique et financier difficile, marqué par des chocs exogènes et endogènes qui continuent d'affecter les finances publiques de l'Etat.

Parmi les priorités, le Mindel/Minepat a annoncé, la protection des couches sociales défavorisées et l'inclusion socio-économique, avec entre autres, la reconstruction progressive des régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord, la poursuite du projet Filet social et de la mise en œuvre de la Couverture santé universelle ainsi que la politique nationale du genre.

La finalisation des modalités de mise en service intégrale des infrastructures issues des grands projets de première génération encore en cours, et le démarrage des grands projets de deuxième génération, parmi lesquels le programme de réforme du secteur de l'électricité (PForR), la mise en œuvre du Plan d'impulsion Initiale (P2I) de la SND30, pour l'intensifier la promotion du secteur industriel et la transformation structurelle de l'économie nationale.

Conférences élargies de Programmation budgétaire.

L'approfondissement du processus de décentralisation, avec la mise sur pied d'une fonction publique locale et l'augmentation progressive de la dotation aux CTD, l'intensification de la politique d'import-substitution, afin d'accroître la production et la productivité locales, et de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

D'après une analyse, les besoins en investissement de ce programme triennal sont estimés à 5 495 milliards de FCFA, pour la poursuite et l'achèvement de 357 de projets. Pour financer ces interventions, le gouvernement entend donc renforcer l'élargissement de l'assiette fiscale, saisir les opportunités qu'offre la finance climatique, mettre en place des mécanismes visant à réduire l'accumulation des soldes engagés non-décaissés et recourir davantage aux Partenariats publics privés (PPP).

Raphael Mforlem

EXPLOITATION DE L'OR

Fuh Calistus Gentry, ministre des Mines et du Développement technologique par intérim, entend suspendre les exploitants miniers non-conformes et retirer le permis aux opérateurs qui ne respectent pas leurs engagements sociaux au profit des populations riveraines.

La traque des entreprises irrégulières annoncée

Le gouvernement veut formaliser les activités d'exploitation minière artisanale semi-mécanisée. C'est l'objet de la circulaire signée le 18 août 2023 à l'intention des délégués régionaux et départementaux du ministère des Mines, de l'Industrie et du développement technologique (Minmidt).

En effet, Fuh Calistus Gentry, ministre par intérim, instruit ses collaborateurs à procéder à la fermeture des sites d'exploitation qui ne se conforment pas à la réglementation. « J'ai l'honneur de vous inviter à bien vouloir procéder sans délai à la fermeture de tous les sites des exploitants qui ne se sont pas conformés aux prescriptions ».

Selon la Loi N°2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code minier, « l'autorisation d'exploitation artisanale est accordée par l'Administration en charge des Mines, pour une durée de 2 ans renouvelables », précise l'article 22 alinéas 2. Et l'article 23 d'ajouter : « La collecte des substances minérales est soumise à l'obtention préalable d'une carte individuelle de collecteur de substances minérales ».

Sont également dans le viseur des pouvoirs publics, ceux des opérateurs qui, bien qu'étant en règle, n'ont pas réhabilité les parcelles exploitées ou encore des projets sociaux au profit des populations riveraines. Pour ce qui du premier aspect, l'ONG Forêts et développement rural (Foder) a recensé 185 décès entre 2014 et mai 2022, et plus de 133 accidents graves survenus dans différents sites d'exploitation artisanale de l'or dans les régions de l'Est et dans l'Adamaoua.

Un site d'exploitation de l'or

Il s'agit des accidents de travail, « pour la plupart dus à des éboulements de terrain suite à l'absence de règles minimales de sécurité individuelle ou collective et la présence de nombreux sites miniers non réhabilités (transformées en lacs artificiels) ». La même ONG a relevé 703 trous abandonnés, dont 139 lacs artificiels sur une superficie de 93,66 ha.

Le Minmidt annonce aussi le retrait des permis aux opérateurs qui traînent le pas quant aux nouvelles dispositions qui incluent un engagement sur l'honneur pour la remise en état de l'environnement et le développement d'un projet social (construction des salles de classe, construction des routes et ponts, mise en place d'un Centre de Santé, électrification des zones impactées, mise en œuvre des points d'adduction d'eau potable, etc.) bénéfique aux populations riveraines.

Du reste, les noms des entreprises ne sont pas dévoilés encore moins le nombre de sites miniers impliqués. Les services du Minmidt indiquent tout de même que « l'opération coup de poing » sera menée par la Société nationale des Mines (Sonamines) créée par décret présidentiel en décembre 2020 et chargée entre autres, « de la promotion de la transparence dans le secteur minier ». La formalisation de ces opérateurs pourrait donc permettre au gouvernement d'avoir une idée plus ou moins claire des données sur la production aurifère.

Marius Zogo

RESTRUCTURATION D'ENEO

Face à des difficultés à régler ses factures et à lever des fonds pour investissement, le gouvernement vient d'élaborer un plan triennal pour sortir le producteur et distributeur national d'énergie Eneo de sa détresse financière.

La thérapie de choc du gouvernement

Plus que deux semaines avant la fin du délai de conciliation fixé par Actis, dans sa lettre de début juin adressée au Premier ministre, Joseph Dion Ngute, l'actionnaire qui dispose de 51 % des parts, sollicite une ouverture des discussions avec le gouvernement, afin d'examiner la situation de quasi-faillite dans laquelle elle se trouve. Cet état de cessation de paiement a pour conséquence de faire perdre sa valeur au producteur et distributeur d'énergie, ce qui est préjudiciable au moment où le fonds britannique ne cache plus sa volonté de plier bagage. Faute de trouver un terrain d'entente à la fin du mois, Actis n'aura d'autre choix que de recourir à l'arbitrage.

Face à l'échec des négociations de reprise avec la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps), l'Etat, détenteur de 44 % des parts, se positionne. À l'issue d'une rencontre avec les bailleurs de fonds, au Hilton hôtel de Yaoundé, le 8 juin dernier, Lionel Omgba Oyono, Directeur de l'électricité au ministère de l'Eau et de l'Énergie (Minee) fait observer que : « Actis ayant exprimé sa volonté de vendre ses actions à travers des négociations avec la Cnps, l'Etat envisage, débuter les discussions avec Actis ». D'où l'appel d'offres lancé par Gaston Eloundou Essomba, Ministre de l'Eau et de l'Energie pour recruter un cabinet qui va se charger d'évaluer la valeur desdites parts du fonds britannique. Cette démarche fait partie de la panoplie d'actions que le gouvernement entend déployer pour sauver la compagnie d'électricité sur les trois prochaines années, dans le cadre de la première phase du plan de redressement du secteur de l'électricité à l'horizon 2030.

Gaston Eloundou Essomba, ministre de l'Eau et de l'Energie

En effet, la thérapie de choc du gouvernement passe donc par le paiement de 25 milliards de FCFA représentant une partie de la compensation tarifaire, provenant des 180 milliards de FCFA que la Banque mondiale met à la disposition du Cameroun. Elle sera complétée par de nouvelles hausses des tarifs de l'électricité, après celle du début d'année qui ne concernait que les clients moyens et hautes tensions, même s'il est difficile de savoir si cette revalorisation touchera la tranche sociale, dont les ménages.

En-dehors d'une stratégie de restructuration de l'entreprise dans le but de maîtriser ses charges, la réduction des délais de paiement des factures passe par la généralisation des compteurs prépayés auprès de la clientèle. Plus de 86 milliards de FCFA sont prévus pour ce faire entre 2024 et 2026.

L'effort le plus conséquent porte sur le traitement de l'endettement. Une restructuration de la dette bancaire, probablement sur le modèle du mécanisme mis en place à propos de la Sonara, constitue l'une des principales pistes. Tandis que le volet commercial exige des discussions avec les fournisseurs (Kpdc, Dpdc, EDC, Aggreko, Sonatrel, Sonara, Arsel…) devraient s'ouvrir pour allonger les délais de paiement. Il n'est pas exclu une titrisation de cette ardoise, comme l'entente conclue en décembre 2021, en vue de sauver la CAN de football qu'organisait le Cameroun.

Georges Semey

FILIÈRE BOVINE

Le Nigeria pays frontalier au Cameroun connaît une grave épidémie d'Anthrax. Face à cette situation, qui peut déstabiliser la chaîne locale de production, le gouvernement camerounais a placé 5 de ses régions en état d'alerte.

Le Cameroun sous menace d'Anthrax

Le Cameroun est fortement exposé à une propagation de l'Anthrax, dangereuse maladie qui affecte généralement le bétail. L'alerte a été donnée le 8 août 2023 par le Dr Taïga, Ministre de l'élevage, des pêches et des industries animales (Minepia). Le membre du gouvernement tirait la sonnette d'alarme sur l'apparition de cette maladie au Nigeria voisin et les risques d'importation encourues du fait des échanges transfrontaliers avec le Cameroun, notamment en ce qui concerne les mouvements de bétails.

Pour parer à toute éventualité de contamination du cheptel local des bovins, le gouvernement camerounais à travers le Minepia, a instruit le renforcement du contrôle des mouvements de bétail aux frontières avec le Nigeria, et la sensibilisation des acteurs (éleveurs, commerçants à bétail ou bouchers), sur les mouvements transfrontaliers, afin d'éviter l'importation de la maladie sur le territoire camerounais.

Rappelons que le cheptel bovin est estimé au Cameroun à environ 8 millions de têtes sur pieds, dont 83 % localisées dans les trois régions septentrionales du Cameroun, soit ¾ du cheptel national. Quant à la viande bovine, la production locale se situe en moyenne à 110.000 tonnes de viande, pour une demande estimée à environ 300.000 tonnes par an, d'après des statistiques 2021 du Minepia. Afin d'éviter une grave épizootie qui affecterait toute la chaîne bovine (élevage, viande, lait, etc.), le Dr Taïga a sollicité des gouverneurs des régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-nord, du Nord, du Nord-ouest et du Sud-ouest, une application « urgente », des mesures citées supra.

GS

SARA

SARA
By Afriland First Bank

Gets better !

Dear customers,
The new version of « Sara by Afriland Cameroon » app is now available.

More robustness | Security | flexibility and speed

Available on **Playstore**, **Appstore** and at **www.afrilandfirstbank.com**

DISPONIBLE SUR Google Play
For android devices

Disponible sur App Store
For IOS devices (iPhone)

For any issues, please contact us
at **222 518 050** | or via WhatsApp **680 058 005**.

Thank you for your loyalty.

We put the customer's interest first

www.afrilandfirstbank.com

Afriland First Bank